

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-PHILIPPE

RÈGLEMENT NUMÉRO 2017

Règlement décrétant les taxes et compensations pour l'année 2025

Proposé par :	Monsieur le conseiller Alain Fontaine
Résolu :	à l'unanimité
Avis de motion et dépôt du projet :	4 décembre 2024
Adoption du règlement :	10 décembre 2024
Entrée en vigueur :	11 décembre 2024
Effectif à compter du :	1 ^{er} janvier 2025

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c.F-2.1) permet de fixer plusieurs taux de taxe foncière générale selon les catégories d'immeubles;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur la fiscalité municipale* permet d'imposer une tarification pour financer différents biens, services ou activités;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance extraordinaire du Conseil, tenue le 4 décembre 2024;

CONSIDÉRANT QU'un projet de règlement a également été déposé lors de cette séance;

CONSIDÉRANT QUE l'objet du règlement et sa portée ont été mentionnés;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

1. Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025, sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière, une taxe foncière générale selon le taux fixé pour chacune des catégories d'immeubles suivantes :

1.1 Taux de base	0,5374 \$ par cent dollars d'évaluation
<u>Catégories</u>	<u>Taux</u>
1.1.1 Résiduelle (résidentielle et autres) :	0,5374 \$ par cent dollars d'évaluation

1.1.2 Immeubles de six logements ou plus	0,6976 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.3 Immeubles non résidentiels valeur < 2M \$	1,1441 \$ par cent dollars d'évaluation
Immeubles non résidentiels valeur ≥ 2M \$	1,5251 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.4 Immeubles industriels valeur < 2M \$	1,1441 \$ par cent dollars d'évaluation
Immeubles industriels valeur ≥ 2M \$	1,5251 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.5 Immeubles agricoles	0,5374 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.6 Immeubles forestiers	0,5374 \$ par cent dollars d'évaluation
1.1.7 Terrains vagues desservis	1,3435 \$ par cent dollars d'évaluation

ARTICLE 2 TAXE FONCIÈRE POUR INFRASTRUCTURES

2.1 Afin de pourvoir au paiement de divers travaux d'infrastructures de rue, il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025 une taxe foncière au taux de **0,03 \$** par cent dollars d'évaluation sur tout immeuble imposable de la Ville.

ARTICLE 3 TARIFICATION POUR LA FOURNITURE DE L'EAU

3.1 Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025, à tout propriétaire, pour chaque unité de logement et pour chaque local commercial ou industriel, vacant ou non, desservi par le réseau d'aqueduc, les tarifs suivants pour la fourniture de l'eau :

- a) pour chaque unité de logement, un montant de **261 \$** par année;
- b) pour chaque local commercial, industriel ou d'autres types, un montant de **330 \$** par année;

3.2 Les commerces constituant un usage complémentaire à l'usage résidentiel à l'intérieur d'un logement ainsi que les commerces situés à même une propriété résidentielle représentant 29,99% (catégorie R1 à R5) ou moins de valeur non résidentielle, ne sont pas tenus au paiement du tarif prévu à la présente section.

3.3 Pour les immeubles visés à l'article 3.1 b), le taux représente la consommation planifiée pour l'usage soit l'équivalent de 350 mètres cubes par local. L'excédent de cette consommation planifiée sera facturé en sus au coût de **0,4485 \$** par mètre cube.

3.4 Pour les immeubles visés à l'article 3.1 inscrits au rôle d'évaluation au cours de l'année, le tarif de base indiqué est modifié en fonction du nombre de jours durant lesquels il apparaît au rôle par rapport à l'année complète.

3.5 Pour chaque immeuble desservi par le réseau d'aqueduc sur lequel est construite une piscine creusée ou hors terre, un montant de **50 \$** par piscine par année est imposé.

ARTICLE 4 TARIFICATION POUR L'ENLÈVEMENT DES RÉSIDUS DOMESTIQUES, CUEILLETTE SÉLECTIVE DES MATIÈRES RECYCLABLES ET MATIÈRES ORGANIQUES

- 4.1 Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025, à tout **propriétaire d'immeuble résidentiel** situé sur le territoire de la Ville, pour chaque logement, vacant ou non, un tarif de **212 \$** pour l'enlèvement des résidus domestiques et un tarif de **111 \$** pour la cueillette des matières organiques.
- 4.2 Il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025, à tout **propriétaire d'immeuble commercial** situé sur le territoire de la Ville, pour chaque local commercial ou d'autres types, vacant ou non, un tarif de **212 \$** pour l'enlèvement des résidus domestiques et un tarif de **111 \$** pour la cueillette des matières organiques.
- 4.3 Pour **chaque unité d'occupation commerciale ou d'autres types**, un montant de **212 \$** pour l'enlèvement des résidus domestiques et un tarif de **111 \$** pour la cueillette des matières organiques.
- 4.4 Les commerces constituant un usage complémentaire à l'usage résidentiel à l'intérieur d'un logement ainsi que les commerces situés à même une propriété résidentielle représentant 29,99% (catégorie R1 à R5) ou moins de valeur non résidentielle, ne sont pas tenus au paiement du tarif prévu à la présente section.
- 4.5 Tout propriétaire d'un immeuble de six (6) logements ou condominiums et moins, et tout propriétaire d'un local commercial pourra être exonéré des tarifs prévus au présent article sur présentation, au Service des finances et des technologies de l'information de la Ville, d'un contrat ou d'un reçu de paiement qui atteste qu'une cueillette de résidus domestiques vise sa propriété.

ARTICLE 5 TARIF POUR L'ENTRETIEN DU RÉSEAU D'ÉGOUT

- 5.1 Pour l'exercice financier 2025, un tarif de **171 \$** pour défrayer le coût d'entretien du réseau d'égout est imposé et prélevé, à tout propriétaire, **pour chaque unité de logement et pour chaque local commercial ou industriel, vacant ou non**, desservi par le réseau d'égout.
- 5.2 Les commerces constituant un usage complémentaire à l'usage résidentiel à l'intérieur d'un logement ainsi que les commerces situés à même une propriété résidentielle représentant 29,99% (catégorie R1 à R5) ou moins de valeur non résidentielle, ne sont pas tenus au paiement du tarif prévu à la présente section.

ARTICLE 6 TAXES DIVERSES

- 6.1 Pour l'exercice financier 2025, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour les améliorations locales suivant le règlement numéro 369 décrétant des travaux de réfection de la rue Chénier, à un taux suffisant pour rencontrer les échéances de ce règlement en capital et intérêts.

Travaux de réfection de la rue Chénier

- Article 4 : au bassin désigné à raison de la superficie des immeubles - **1,7020 \$ / mètre carré (Bassin A)**
- Article 5 : au bassin désigné à raison de la superficie des immeubles - **1,3025 \$ / mètre carré (Bassin B)**

- 6.2 Pour l'exercice financier 2025, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour les travaux suivant le règlement numéro 453 sur chaque immeuble ayant bénéficié du programme d'aide relatif à la mise aux normes des installations septiques décrété par le règlement numéro 452, à un taux suffisant pour rencontrer les échéances de ce règlement en capital et intérêts.

- 6.3 Pour l'exercice financier 2025, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour les améliorations locales suivant le règlement numéro 442 décrétant des travaux de modernisation de l'éclairage de rue sur les rues France, de Gaule sud et Rémillard, à un taux suffisant pour rencontrer les échéances de ce règlement en capital et intérêts.

Travaux de réfection des rues France, de Gaule sud et Rémillard

- Article 4 : au bassin par immeuble imposable – **111,67 \$ / immeuble imposable à l'intérieur du bassin de taxation**

- 6.4 En sus des montants déjà prévus à l'article 2 de la *Loi concernant les droits de mutations immobilières* (chap. D-15.1), il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025, pour toute tranche de la base d'imposition qui excède 500 000 \$, un taux de 3%.

En vertu de l'article 20.1 de la *Loi concernant les droits de mutations immobilières* (chap. D-15.1), il est par le présent règlement imposé et prélevé pour l'année financière 2025, un droit supplétif dans tous les cas où survient le transfert d'un immeuble et où il y a exonération du droit de mutation.

Le montant du droit supplétif est de **200 \$**. Celui-ci n'a pas à être payé lorsque le montant de la base d'imposition est inférieur à 5 000 \$. Toutefois, lorsque la base d'imposition du droit de mutation qui aurait autrement été payable est inférieure à 40 000 \$, le montant du droit supplétif est égal à celui du droit de mutation.

ARTICLE 7 MODALITÉS DE PAIEMENT

- 7.1 Les comptes de taxes et les comptes complémentaires de 300 \$ et plus (incluant les taxes foncières, les taxes d'améliorations locales, les compensations, les taxes de services et les tarifs), sont payables en **quatre** versements égaux.
- le premier, le trentième jour qui suit l'expédition du compte de taxes;
 - le deuxième, le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement;
 - le troisième, le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement;
 - le quatrième, le soixantième jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement.
- 7.2 Tout compte de taxes de moins de 300 \$ doit être payé en un versement unique le trentième jour qui suit l'expédition du compte;
- 7.3 En cas de non-paiement d'un versement à échéance, seul le montant du versement échu est alors exigible.

ARTICLE 8 INTÉRÊT ET PÉNALITÉ

- 8.1 Pour l'exercice financier 2025, il est décrété un taux d'intérêt annuel de douze pourcent (**12%**) applicable à toutes les taxes, tarifs et autres créances non payés à échéance.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS FINALES

- 9.1 Toute disposition antérieure inconciliable avec le présent règlement est remplacée par le présent règlement.
- 9.2 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et a effet à compter du 1^{er} janvier 2025.

(s) Christian Marin

(s) Yvan Laberge

Christian Marin, maire

Me Yvan Laberge, greffier

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Saint-Philippe, le 11 décembre 2024

Yvan Laberge

Me YVAN LABERGE, avocat
Greffier et directeur
Service du Greffe et des affaires juridiques
Ville de Saint-Philippe